

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES****COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

du

van

MERCREDI 23 MARS 2011

WOENSDAG 23 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par M. Yvan Mayeur, président.

01 **Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le modèle de titre de légitimation selon le Code de droit pénal social" (n° 2582)**

01.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Le Code pénal social qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2011 confèrera aux inspecteurs un titre de légitimation uniforme.

Les directions des différents services d'inspection ont-elles déjà pris une décision concernant l'aspect de cette carte et les données qui devront y figurer? Cette carte leur donnera-t-elle également accès à des données électroniques? Créera-t-on un organe centralisé qui sera chargé de la gestion de la carte? Quelles seront les relations entre cet organe et les services d'inspection? Combien de cartes de légitimation seront délivrées et quel en sera le coût?

01.02 **Carl Devlies**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le 3 février 2010, le comité de rédaction du Code pénal social et le comité de direction du Service d'information et de recherche sociale (SIRS) ont réparti les tâches en vue de l'élaboration des arrêtés d'exécution du Code pénal social. Des discussions ont lieu au sein du SIRS concernant la création d'un modèle uniforme de cartes de légitimation et les mentions que ces dernières devront comporter. Dans le même temps, les responsables s'emploient à organiser la gestion des cartes.

Le coût de ce document ne sera pas inutilement élevé puisque ce dernier servira exclusivement de carte de légitimation pour les inspecteurs sociaux. De plus, étant donné que les inspecteurs auront accès à toute une série d'applications au moyen de leur carte d'identité électronique, il ne sera pas nécessaire de développer des logiciels supplémentaires pour la carte de légitimation.

Un total de 1 500 cartes seront fabriquées. Il est encore trop tôt pour vous donner une idée de leur coût, mais ce dernier devra rester aussi faible que possible.

01.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Les négociations sont donc manifestement toujours en cours. Je me demande si la date du 1^{er} juillet 2011 sera effectivement respectée. J'espère que la carte uniformisée peut constituer une étape vers plus d'uniformité dans le paysage morcelé des services d'inspection.

01.04 **Carl Devlies**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les préparatifs sont en cours. On part du principe que tout sera prêt le 1^{er} juillet. On œuvre dans le sens d'une plus grande uniformité. Je veux notamment parler du procès-verbal électronique, qui après la phase de lancement au sein des quatre grands services d'inspection, sera également intégré dans les autres services.

L'incident est clos.

02 **Questions jointes de**

- **Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au**

premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la lutte contre la fraude sociale en 2010" (n° 3217)

- M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'évaluation de la lutte contre la fraude sociale en 2010" (n° 3268)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): La lutte contre la fraude aux cotisations et prestations de sécurité sociale a rapporté en 2010 quelque 78 millions d'euros lors de contrôles réalisés auprès de 37 000 personnes.

Le secrétaire d'État peut-il donner un aperçu des services d'inspection à la base de ces chiffres? Les chiffres portent-ils sur les contrôles réalisés par la cellule d'arrondissement ou sur l'ensemble des contrôles? Quelle est la part de la cellule d'arrondissement dans l'ensemble? A-t-on simplement constaté que l'État possède une créance de 78 millions d'euros ou ce montant a-t-il également été effectivement remboursé par les contrevenants? Combien a rapporté en 2009 la lutte contre la fraude et quelle part de ce montant les contrevenants ont-ils déjà effectivement remboursée? Combien de personnes au total ont-elles été verbalisées? Quel était le rapport entre les employeurs et les travailleurs? Combien de contrôles ont été réalisés dans le secteur horeca? Quel était le rapport entre les employeurs et les travailleurs?

02.02 Stefaan Vercamer (CD&V): Dans le plan d'action contre la fraude sociale et fiscale 2009-2010, deux aspects occupaient une place centrale: l'échange de données et une approche intégrée et coordonnée. Deux accents y étaient placés: l'un sur la lutte contre la fraude dans le secteur des soins de santé et l'autre sur les nouveaux phénomènes de fraude tels que l'utilisation abusive de numéros d'identification électronique et la falsification de documents sociaux.

Quels points forts et moins forts l'évaluation de ce plan d'action a-t-elle révélés? Cette évaluation a-t-elle produit des résultats plus spécifiques concernant la fraude aux cotisations et aux allocations sociales? Quelles actions concrètes les administrations concernées ont-elles entreprises afin de lutter contre cette fraude? Dans quels secteurs la plupart des fraudes ont-elles été constatées?

02.03 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les chiffres publiés concernant les contrôles et les infractions se rapportent aux activités des cellules d'arrondissement. Le montant de 78,5 millions d'euros a été réalisé en 2010 par le service Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale et les services d'inspection de l'ONSS, de l'ONem, de l'INAMI et de l'INASTI.

La loi-programme du 27 décembre 2006 a fixé la fréquence des contrôles. Les 12 830 contrôles représentent un maximum de 10 % du total des contrôles effectués par les six services d'inspection cités. Le montant de 78,5 millions d'euros comporte 39,6 millions d'euros environ en cotisations sociales et 38,8 millions d'euros en allocations sociales à récupérer. En 2009, la lutte contre la fraude sociale a rapporté environ 69 millions d'euros.

En 2010, il est apparu qu'environ 10 000 des 37 000 travailleurs et indépendants qui ont été contrôlés, étaient en infraction. Quant aux employeurs, 12 830 ont été contrôlés. Le SIRS ne dispose pas de données plus détaillées.

Dans le secteur de l'horeca, 3 721 employeurs et 12 113 travailleurs salariés et indépendants ont subi des contrôles. Près de 5 000 travailleurs étaient en infraction et 3 308 infractions de travail au noir ont été constatées.

Le comité ministériel pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale assure un suivi régulier des plans d'action du collège de lutte contre la fraude. Le dernier rapport a été présenté le 3 février 2011.

Le deuxième plan d'action 2009-2010 se situe dans le prolongement du premier et l'échange de données en constitue le point d'action prioritaire. L'année dernière par exemple, la détection de cumuls d'allocations de chômage et d'activités de travailleurs indépendants a permis de récupérer 15,1 millions d'euros et 4 817 personnes ont été prises en infraction. De même, la comparaison entre les données sur les prestations

de maladie et d'invalidité et les données salariales de la DMFA a rapporté 2 millions d'euros en 2010.

La cellule de support mixte réunissant la police et les services d'inspection sociale a été récemment mise en place. En cas de fraude sociale grave, tels que faux en écritures, utilisation de faux documents, blanchiment, faillite frauduleuse ou trafic des êtres humains, les services d'inspection peuvent demander l'intervention de la police au parquet. La cellule est chargée de repérer et de poursuivre la fraude sociale organisée à un stade précoce. Dans la phase de démarrage, le produit des activités de cette cellule est estimé à 1,5 million d'euros pour cette année.

Le deuxième plan d'action met l'accent sur le contexte international et sur la conclusion d'accords de coopération bilatéraux entre les administrations et les services d'inspection. La lutte contre la fraude sur Internet et contre les médicaments contrefaits s'inscrit également dans le cadre de cette action au plan international. Au niveau belge, le protocole de coopération conclu entre les services d'inspection du SIRS permet une meilleure collaboration intra-belge.

Le plan d'action soutient par ailleurs la lutte contre des phénomènes tels que l'utilisation de faux documents permettant d'obtenir des prestations de manière illégitime. En 2010, la lutte contre les déclarations fictives à la sécurité sociale a rapporté 4,4 millions d'euros.

Je considère la collaboration entre les différents services d'inspection en matière de fraude comme l'un des principaux mérites de l'action menée dans ce domaine depuis quelques années. Divers services d'inspection sociale collaborent de plus en plus étroitement les uns avec les autres. Le procès-verbal d'audition électronique, qui a été introduit récemment, est d'ailleurs le fruit d'un projet commun des services d'inspection sociale. Ce projet devrait rapporter quelque 300.000 euros en 2011. À l'avenir, le montant récupéré pourrait atteindre 5,4 millions d'euros par an.

Des efforts considérables ont également été faits au plan fiscal. C'est le cas notamment de la lutte contre le nouveau phénomène de "portage salarial", qui a rapporté 28,3 millions d'euros en 2010. À cet égard, il faudrait néanmoins mettre en place le plus rapidement possible une base légale régissant les échanges structurels de données entre le fisc et les organismes sociaux, mais il faut pour cela modifier la législation sur la protection de la vie privée.

Le SIRS établit annuellement un plan stratégique du lutte contre la fraude sociale. Les services d'inspection sociale ont fait du bon travail: ils ont découvert quelque 39,6 millions d'euros de cotisations sociales éludées et récupéré environ 38,8 millions d'euros d'indemnités injustement perçues, soit 10 millions de plus qu'en 2009. En 2010, la lutte contre la fraude sociale a rapporté un total de 121,33 millions d'euros. En 2011, ce montant devrait atteindre 190 millions d'euros.

La lutte contre le travail au noir reste une priorité du SIRS. En 2010, le nombre de contrôles effectués a augmenté de 16 % et le nombre de personnes contrôlées de 3 %. Pas moins de 8 130 infractions ont été constatées, soit 18 % de plus que l'année précédente. Le nombre de constats de travail au noir a progressé de 27 %. Les contrôles sont en outre plus efficaces. Le nombre de contrôles positifs est passé de 26 à 30 %.

La majorité des contrôles ont été effectués dans la construction et l'horeca. Dans chacun de ces deux secteurs susceptibles de faire l'objet de fraudes, on a réalisé environ 3 700 contrôles. La plupart des contrôles positifs provenaient de l'horeca, secteur dans lequel 46 % des contrôles se sont révélés positifs. On a ensuite comptabilisé 41 % de contrôles positifs dans les ateliers de nuit des boulangeries artisanales, 35 % dans le secteur du nettoyage et l'industrie des télécommunications, 30 % dans le commerce de détail et les garages, 22 % dans la construction et l'industrie, 18 % dans le secteur agricole et, enfin, 13 % dans le secteur des transports, qui remporte donc la palme du secteur le moins frauduleux pour 2010.

02.04 Nadia Sminate (N-VA): Je trouve curieux que le secrétaire d'État en charge de la lutte contre la fraude sociale ne puisse fournir que les chiffres des cellules d'arrondissement. Je m'étonne également qu'autant de contrôles soient encore nécessaires dans l'horeca, malgré l'application de la réduction de la TVA.

J'ai l'impression que nous interprétons le terme "rapporter" différemment. Je pensais qu'il s'agissait de montants dont l'État disposait effectivement, mais ce n'est manifestement pas le cas. En réalité, il s'agit uniquement du montant dû à l'État. Or, quelle proportion de cette somme encaissera-t-il réellement?

02.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Je voudrais féliciter le secrétaire d'État pour le travail qu'il a déjà réalisé et les tâches dont il s'acquittera encore. Nous bénéficierons cette année d'un surcroît de recettes. Nous devons continuer à insister fermement pour que le recoupement avec des données fiscales soit rendu possible dans les meilleurs délais.

Dans le domaine de la lutte contre la fraude, je voudrais également attirer votre attention sur un phénomène nouveau, observable principalement dans les grandes villes, à savoir la création d'entreprises fictives visant à permettre un séjour en Belgique. Ce système paraît très efficace et il convient de l'entraver.

02.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je ne suis pas parvenu à obtenir un aperçu global des recettes de la lutte contre la fraude en me basant sur les données de tous les services. J'ai à présent demandé une estimation théorique.

J'estime qu'il est également important que les recettes de la lutte contre la fraude sociale soient connues. Je puis toutefois affirmer que les recettes engrangées par l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale représentent un minimum de 78 millions d'euros. Cette somme ne constitue bien sûr qu'une partie de l'ensemble. J'insisterai pour que des statistiques plus complètes soient disponibles à l'avenir.

Je voudrais par ailleurs rectifier une petite inexactitude: l'abaissement de la TVA dans l'horeca a bel et bien exercé un effet positif. Le nombre élevé de constatations s'explique par le grand nombre de contrôles sélectifs. Une hausse du niveau des recettes n'indique dès lors pas nécessairement un accroissement du nombre d'infractions mais reflète une évolution en faveur de contrôles davantage ciblés.

Le recouvrement constitue en effet un problème. Je ne dispose pas de statistiques relatives aux recouvrements effectifs mais nous accordons toute l'importance voulue à ce problème.

02.07 Nadia Sminate (N-VA): Je ne veux certainement pas porter préjudice à la politique menée par le secrétaire d'État. D'autres responsables politiques ont peut-être des raisons de dissimuler les chiffres.

02.08 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ma mission prioritaire consiste à organiser la coordination du fonctionnement des différents services de lutte contre la fraude et le matériel statistique est important dans ce domaine. La coordination et la synchronisation des activités des services concernés ont déjà progressé, ce qui est essentiel. Lorsqu'il sera opérationnel, le procès-verbal électronique nous fournira de nombreuses informations.

02.09 Nadia Sminate (N-VA): Il est particulièrement difficile de coordonner en l'absence de statistiques.

L'incident est clos.

03 Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le cumul entre la pension de survie et le revenu professionnel" (n° 2317)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Les personnes dont le partenaire est décédé et qui ne bénéficient pas d'un revenu du travail décent ont droit à une pension de survie. La question se pose de savoir si le revenu professionnel brut combinable avec cette pension ne devrait pas être revu: souvent, le revenu d'un travail à mi-temps dépasse déjà les limites du revenu annuel autorisé.

Quelle est la position du ministre à l'égard du plaidoyer en faveur du relèvement, voire de la suppression de ces limites? Que pense-t-il de l'option consistant à déduire de la pension de survie le montant excédant la limite? Le site web mentionne toujours les plafonds pour 2010. Ces derniers seront-ils augmentés?

03.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Les plafonds ont été sensiblement relevés en 2008, de 25 % pour les plus de 65 ans et d'environ 8 % pour les moins de 65 ans.

(*En français*) Les plafonds de 2011 sont identiques à ceux de 2010. Les montants ne sont pas fixés par année mais à partir d'une date déterminée et pour l'avenir.

(*En néerlandais*) Aucune nouvelle augmentation des plafonds n'est prévue.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mais que pense le ministre lui-même d'une éventuelle augmentation ou de la possibilité de retirer le trop-perçu de la pension de survie? Ce sont surtout les femmes qui rencontrent des difficultés financières à la mort de leur partenaire.

03.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): C'est plus ou moins le même chiffre que pour le travail autorisé aux pensionnés. C'est là un de thèmes principaux sur lesquels il faudra revenir lors de la Conférence nationale des pensions: que permet-on de gagner dans de telles conditions?

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre ne peut-il répondre à une question pourtant fort à propos?

03.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): Vous savez que je suis politiquement "impuissanté"!

03.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Un gouvernement en affaires courantes ne peut évidemment pas prendre de décisions mais j'avais espéré pouvoir mener un débat avec un expert en matière de pensions sur le cumul d'une pension de survie et de revenus professionnels.

03.08 Michel Daerden, ministre (*en français*): Écrivez-moi, donnez-moi votre position et je la transmettrai à la Conférence nationale des pensions.

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Vous connaissez mon point de vue. Le ministre des Pensions doit proposer des solutions. Il renvoie cependant depuis des années à la Conférence nationale des pensions. Il ne peut continuer à agir de la sorte. Je réclame un débat.

Le **président**: Nous avons déjà mené le débat sur les pensions et le Livre vert en novembre 2010.

03.10 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Le débat fut intéressant.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Qu'est-ce qui empêche le ministre de donner son point de vue maintenant? Pourquoi ce débat ne peut-il pas être mené aujourd'hui?

Le **président**: M. De Vriendt peut adresser sa proposition à la Conférence des présidents. Je la soutiendrai.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)" (n° 2392)**

- **M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "une enquête rétroactive sur la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)" (n° 2512)**

- **Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la campagne d'information sur la garantie de revenus aux personnes âgées et la procédure automatisée de son octroi" (n° 3225)**

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Les pensionnés âgés de plus de 65 ans ont droit, à certaines conditions, à la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA). Lors de chaque départ à la pension à l'âge de 65 ans, l'Office national des Pensions examine automatiquement si l'intéressé a droit à la GRAPA. Si la prise de pension est anticipative, l'intéressé doit demander lui-même à bénéficier de la GRAPA. À l'automne 2010, le ministre a annoncé que l'examen deviendrait automatique pour les pensions anticipatives également et qu'une enquête serait menée rétroactivement.

Ces engagements ont-ils déjà été concrétisés? Le ministre envisage-t-il de mener une campagne publicitaire concernant la GRAPA? Si une enquête rétroactive fait apparaître qu'une personne a droit à la GRAPA, celle-ci sera-t-elle octroyée rétroactivement à partir de 2001 ou à partir du moment où l'intéressé est devenu

allocataire?

04.02 Karolien Grosemans (N-VA): Qu'en est-il de la campagne d'information de grande envergure relative à la GRAPA? Quelles mesures ont été prises pour automatiser la GRAPA? D'autres initiatives sont-elles prévues dans un proche avenir pour lutter contre la pauvreté chez les personnes âgées?

04.03 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Mon cabinet a convenu avec l'Office national des Pensions de mener une enquête automatique sur le droit à la garantie de revenus aux personnes âgées.

(En français) Depuis octobre 2010, on examine, au cours du mois précédant le 65^{ème} anniversaire, si les pensionnés qui ont pris leur pension avant 65 ans peuvent avoir droit à la GRAPA. Ensuite, une opération de rattrapage est prévue. Quelque trois cents dossiers GRAPA sont ouverts chaque mois. Pour être opérationnel, on consultera les banques de données du SPF Finances.

S'il s'avère de ces données que la GRAPA ne peut être octroyée, il est mis fin à l'examen du dossier. L'examen des autres dossiers se poursuit et se clôture – positivement ou non – après réception de la déclaration de ressources complétée.

(En néerlandais) Comme le prévoit le contrat de gestion, les dossiers GRAPA sont bouclés, dans 90 % des cas, dans les 63 jours ouvrables qui suivent la demande. Ce délai est suspendu pendant la période dont l'ONP a besoin pour recueillir les informations exactes.

(En français) Pour déterminer la GRAPA, un historique reprenant la composition du ménage et les revenus doit être établi. En cas de cohabitation, les ressources des cohabitants doivent aussi être vérifiées. Le traitement des dossiers dépend donc des informations que reçoit l'ONP.

C'est la première fois depuis 2001 que l'on fait cela et ce, grâce à vos interventions, car j'ai considéré que vous aviez raison. Depuis 2007, plus de vingt augmentations des pensions et de la GRAPA ont été opérées. Ainsi, la GRAPA a été augmentée de dix euros en 2007, de 2 % en 2008, de 0,9 % en juin 2009 et de 0,6 % le 1^{er} janvier 2010. Elle sera encore augmentée de 2 % pour la fin de l'année.

(En néerlandais) Je demanderai aux CPAS, aux services sociaux, aux mutualités et aux organisations syndicales de rappeler à leurs affiliés leurs droits en matière de GRAPA.

(En français) J'y ai beaucoup réfléchi. J'ai lancé la procédure automatique, mais il faut quand même une publicité. Cependant, si je le faisais dans la presse, vous diriez que c'est électoral! C'est pourquoi j'ai voulu que ce soit l'ONP qui mette cela en œuvre. Mais je vais aussi demander aux organismes sociaux d'attirer l'attention des personnes concernées.

04.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je tiens à remercier le ministre pour toutes les initiatives visant à informer les ayants droit potentiels par le biais des organisations sociales. Ai-je bien compris que les personnes qui ont droit à la GRAPA depuis 2001 recevront des versements avec effet rétroactif jusqu'à la naissance du droit?

04.05 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Il en sera effectivement ainsi.

04.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): C'est une bonne nouvelle. En effet, la GRAPA constitue le dernier filet de sécurité. N'oublions pas que les montants maximums de la GRAPA, malgré les relèvements opérés, se situent toujours en dessous du seuil de pauvreté.

04.07 Karolien Grosemans (N-VA): Le ministre est donc partisan d'une automatisation maximale. L'absence d'un planning précis est cependant regrettable. Le ministre sait-il déjà quand la circulaire sera envoyée?

04.08 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Très bientôt.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'Europe et le débat sur les pensions" (n° 3288)

- M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la portée du sommet européen sur les pensions des Belges" (n° 3367)

Le **président**: En ma qualité de président de la commission des Affaires sociales, j'ai demandé au premier ministre si nous pouvions organiser, avec le ministre des Pensions et le ministre du Travail, un grand débat sur les décisions du sommet européen concernant la politique budgétaire au niveau européen. Des questions se posent en ce qui concerne tant les pensions que l'emploi. Un débat sera donc spécifiquement consacré à ce sujet.

Une fois l'agenda des décisions européennes connu, nous organiserons un débat sur l'emploi et les pensions. C'est ce qui a été convenu hier avec le premier ministre.

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Début mars, le ministre avait appelé la Commission européenne à laisser aux États membres toute latitude dans le débat sur les pensions. Au niveau européen, on envisageait un consensus européen sur le report de l'âge de la retraite, ainsi qu'une réforme des pensions afin qu'il soit possible de continuer à les payer. Comment devons-nous interpréter les propos du ministre à la lumière de cette vision européenne?

05.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): À la mi-mars, le sommet européen des chefs d'État et de gouvernement est parvenu à un accord concernant un pacte pour l'euro.

Quelles décisions y ont été prises exactement? Quelles conséquences ces décisions entraînent-elles pour la politique belge des pensions? Que pense le ministre des suggestions formulées dans le texte en ce qui concerne la réforme du régime de pension?

05.03 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): J'ai en effet rappelé le principe de subsidiarité lors du Conseil EPSCO du 7 mars 2011. La Commission européenne n'aborde le problème des pensions que d'un point de vue économique et financier, sans aucune correction sociale. Toutefois, je ne rejette pas *a priori* les propositions formulées par le commissaire européen Andor.

(En français) L'adéquation et la pérennité des systèmes de retraite vont de pair. Cela nécessite une approche européenne qui tienne compte du principe de subsidiarité.

(En néerlandais) Il faut consolider le premier pilier des pensions qui s'appuie sur les principes stabilisateurs de la répartition et de la solidarité.

(En français) Le financement pérenne du premier pilier passe par l'assainissement budgétaire, ce qui implique qu'on lutte contre le travail au noir, contre l'évasion fiscale et contre tout mécanisme permettant de détourner la législation fiscale. Il faudra trouver des formes alternatives de financement des pensions.

De manière à permettre à un maximum de pensionnés d'atteindre le seuil de bien-être, il convient que chaque État membre favorise l'accès à un deuxième pilier pour l'ensemble des travailleurs. Il faut une information claire, des définitions précises, la promotion et la valorisation de l'emploi des seniors, des rémunérations correctes, une réflexion quant à la limite des prépensions en cas d'entreprises en restructuration et la création d'outils statistiques et analytiques permettant l'évaluation de la situation.

Je me réjouis de la position adoptée lors du sommet du 11 mars où il a été décidé de travailler sur la viabilité des retraites, afin d'assurer la viabilité des finances publiques. Le texte ne fait plus que suggérer certaines réformes comme celle d'adapter le système des retraites à la situation démographique nationale, celle visant à limiter les régimes de préretraite ou encore les mesures incitatives pour l'emploi des travailleurs de plus de cinquante-cinq ans.

(*En néerlandais*) Au niveau belge, il faudra passer à un certain moment, sur la base des réflexions des Conférences nationales des pensions, à un Livre blanc. Il serait utile, dès lors, de faire réexaminer les questions au plus vite, par le même groupe de travail ou par un nouveau groupe.

05.04 Karolien Grosemans (N-VA): Il doit certainement, en effet, subsister une marge politique au niveau national, voire régional.

05.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dans le domaine social aussi, l'Europe indique de plus en plus la direction et cette situation n'est pas sans danger. L'intégration européenne ne peut pas constituer une menace croissante pour notre système social. J'espère que le ministre et le prochain gouvernement seront en mesure de s'opposer à l'Europe au besoin.

05.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): Nous avons tous un rôle à jouer. Les discussions au Parlement européen étaient ma référence.

Le **président**: Nous aurons un débat ici avant la mi-avril ou juste après Pâques.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les chiffres clefs concernant les pensions en 2010" (n° 2662)

06.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Quelques chiffres clés relatifs aux pensions pour l'année 2010 ont été publiés récemment. Le nombre de pensionnés a augmenté de 1,47 % par rapport à 2009, notamment à la suite des effets de la réforme des pensions de 1997. Les pensions du secteur privé ont augmenté en moyenne de 2,85 %. Il faut toutefois remarquer que les pensions des indépendants ont augmenté plus rapidement que celles des salariés, ce qui a permis de ramener l'écart à environ 200 euros en moyenne. L'écart le plus important est celui entre la pension moyenne de 944 euros dans le secteur privé et celle d'un fonctionnaire statutaire qui bénéficie du double environ. Par ailleurs, on remarque que la pension moyenne des hommes a augmenté un peu plus rapidement que celle des femmes. En moyenne, un homme perçoit environ 230 euros de plus qu'une femme.

Que pense le ministre de ces chiffres? Les chiffres relatifs aux fonctionnaires contractuels et statutaires seront-ils bientôt disponibles également? Il est impossible de se faire une idée sur les pensions de l'an passé sans connaître ce poste de dépenses élevé. Quand les pensions des indépendants et des salariés se rapprocheront-elles? Et celles des hommes et des femmes? Comment justifiez-vous le déséquilibre entre les pensions des travailleurs du secteur privé et celles des fonctionnaires statutaires?

06.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): La presse a récemment reproduit un certain nombre de données provenant des statistiques mensuelles de l'ONP. Ces informations correspondent à celles du Livre vert de la Conférence nationale des pensions. Des informations plus détaillées encore figurent dans l'*Atlas des pensions* de 2010 qui peut être consulté sur le site internet du SPF Sécurité sociale ou sur le portail www.belgium.be.

(*En français*) Vous y trouverez des informations sur les pensions publiques. Pour le secteur public de 2009 à 2010, il y a eu une augmentation de 10 034 unités, soit 2,31 %. Le montant brut mensuel de la pension de retraite de la fonction publique s'élevait en moyenne à 2 202 euros pour un homme et à 1 958 euros pour une femme. C'est beaucoup plus que pour les salariés et indépendants pensionnés. C'est pourquoi je souhaite que, pour eux, la pension minimale atteigne rapidement le montant du salaire minimum net intersectoriel, soit 1 150 euros.

(*En néerlandais*) Pour les fonctionnaires, il s'agit d'une évolution historique. Le régime des pensions des agents statutaires fait partie intégrante de leur statut et il est exact que pour un salaire équivalent, ledit régime produit généralement des pensions supérieures à celles des travailleurs du secteur privé.

(*En français*) Je souhaiterais que nous arrivions à l'équivalent. Cette pension complémentaire modère les

écarts. D'après l'*Atlas des pensions*, la rente mensuelle fictive s'élèverait à 734 euros en deuxième pilier. L'écart est grand et il faut le combattre. Mais si le chiffre de l'*Atlas* est juste, cela modère considérablement la différence.

(En néerlandais) L'écart entre la pension des hommes et des femmes s'explique notamment par le relèvement récent à 65 ans de l'âge légal de la retraite pour les femmes, mais aussi et surtout par le type de carrière professionnelle et le montant de la rémunération.

06.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Je m'inquiète du fossé croissant entre les pensions des hommes et des femmes. Le dédoublement de la pension qui répartit de manière égale les droits de pension entre les deux partenaires, ouvre des possibilités.

Nonobstant quelques tendances positives, je retiens principalement l'existence d'écarts majeurs entre travailleurs indépendants et salariés, secteurs privé et public, hommes et femmes. La différence de pension entre les secteurs privé et public et plus particulièrement celle des agents statutaires est même anormalement grande.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Karolien Grosemans** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les pensions des anciens coloniaux étrangers" (n° 2870)

- **Mme Sonja Becq** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la discrimination dont sont victimes les anciens employés coloniaux" (n° 2920)

07.01 **Sonja Becq** (CD&V): J'ai ouï dire que la Commission européenne serait sur le point de citer notre pays à comparaître devant la Cour européenne de Justice parce que les pensions des anciens employés coloniaux étrangers ne sont pas indexées.

De combien d'employés s'agit-il? Dans quels secteurs étaient-ils occupés? De quel montant parle-t-on? Le gouvernement en affaires courantes peut-il prendre une décision dans ce dossier?

07.02 **Michel Daerden**, ministre *(en néerlandais)*: Il s'agit de 170 ressortissants européens qui ont travaillé principalement dans nos anciennes colonies du Congo et du Rwanda et qui vivent actuellement en dehors du territoire européen. Les conditions liées au séjour ont été supprimées le 1^{er} août et depuis lors, les pensions de ces personnes bénéficient d'une indexation cumulative, c'est-à-dire d'une indexation prenant en compte les indexations intervenues entre la date de leur mise à la pension et le mois d'août 2004.

(En français) Le différend concerne les arriérés d'indexation qui seraient dus pour la période allant de la prise en cours de la pension jusqu'au 1^{er} août 2004. J'ai fait faire une évaluation: il s'agit de plus ou moins cinq millions d'euros. J'ai fait savoir à la Commission européenne que mon administration rédigeait un projet de loi pour régulariser la situation.

07.03 **Sonja Becq** (CD&V): La régularisation de ces pensions sera donc effectuée à relativement brève échéance. Ainsi, des coûts et des procédures inutiles pourront être évités.

07.04 **Michel Daerden**, ministre *(en français)*: C'est le but.

L'incident est clos.

08 Question de **M. Stefaan Vercamer** au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'utilisation de ressources provenant de la gestion globale de la sécurité sociale au profit des frais de fonctionnement du système de pension complémentaire de l'ONP" (n° 3216)

08.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Les pensions légales des travailleurs sont payées par l'Office national des Pensions (ONP) avec des moyens provenant de la sécurité sociale. L'ONP est également actif sur le plan des pensions complémentaires.

Début 2010, M. Bogaert a demandé aux ministres des Finances et des Pensions si des ressources provenant de la sécurité sociale avaient été utilisées pour le financement des assurances pension complémentaires de l'ONP. Le ministre a affirmé à cette occasion qu'il n'en était rien. Une étude réalisée récemment par la Cour des comptes sur les frais de fonctionnement de l'ONP a révélé que les coûts attribués sur le plan comptable aux pensions complémentaires sont calculés à l'aide de clés de répartition appliquées aux frais de gestion globaux. Ces clés de répartition datent d'il y a 30 ans et ne sont pas représentatives de la situation actuelle.

Par ailleurs, les frais de fonctionnement attribués à l'activité des pensions complémentaires sont nettement inférieurs aux coûts réels. Seuls sept membres du personnel sont chargés des questions relatives aux pensions complémentaires. Les frais de fonctionnement imputés s'élèvent à moins de 40 % de leur coût salarial. Or il faut ajouter à ces derniers les frais de logement, les frais administratifs ainsi que le coût des tâches qui doivent être externalisées.

Le plan d'administration de l'ONP de 2009 prévoyait la poursuite du développement du système de pension complémentaire mais cela nécessite des moyens supplémentaires qui ne figurent pas dans les frais de fonctionnement attribués.

La Cour des comptes conclut que le fonctionnement du système de pension complémentaire de l'ONP doit être partiellement financé par les fonds de la sécurité sociale. Cette utilisation impropre des deniers de l'État ira croissant étant donné la récente reprise par l'ONP des plans sectoriels des secteurs du gardiennage et de la chimie.

Tout cela au détriment des fonds nécessaires pour financer le vieillissement de la population. L'ONP doit donc rendre ses activités de pension complémentaire conformes à la législation et fonctionner selon les mêmes règles que toutes les sociétés d'assurance qui s'occupent de pension complémentaire.

Quelles mesures l'ONP entend-il prendre compte tenu des conclusions de la Cour des comptes? Comment garantir à l'avenir que les moyens que reçoit l'ONP pour les pensions légales y seront exclusivement affectées? Le ministre estime-t-il qu'il s'indique de prendre des mesures?

08.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): L'ONP ne déroge pas à sa mission en s'occupant également du régime des pensions complémentaires.

08.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Ce n'est d'ailleurs pas ce que j'ai dit.

08.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Sur base de l'arrêté royal de 1969, l'ONP ne peut refuser à un organisme de faire appel à lui. L'ONP a une politique d'investissement spécifique – surtout en OLO – et soutient ainsi la dette de l'État.

(*En néerlandais*) Enfin, l'ONP doit établir une comptabilité séparée pour la pension complémentaire. Les activités liées aux pensions complémentaires sont contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé et par la CBFA et aucun problème n'a été constaté.

08.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Vraiment aucun problème?

08.06 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Non, aucun.

(*En français*) Le constat fait par la Cour concerne les différents régimes repris au sein de l'ONP: il faut que les frais de fonctionnement imputés correspondent, autant que possible, aux frais réels.

Cela revient à 5 % des cotisations perçues dans le courant de l'exercice et à 1 % des rentes des capitaux payés. Les chiffres seront considérablement modifiés quand on introduira le gardiennage et le secteur de la chimie.

Une comptabilité analytique permettrait effectivement d'obtenir une vision plus proche de la réalité.

J'ai demandé que l'on se penche sur la réalisation d'un nouvel arrêté ministériel en phase avec l'avis de la Cour des comptes.

Je me suis immédiatement adapté aux remarques de la Cour. Il faut répartir, même si ce n'est pas aisé.

08.07 Stefaan Vercamer (CD&V): Ceci sera-t-il rectifié rapidement? Quand l'arrêté royal sera-t-il prêt?

08.08 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Nous avons besoin de temps.

08.09 Stefaan Vercamer (CD&V): Cela ne doit pas durer des mois tout de même?

08.10 Medewerker van minister Michel Daerden (*en néerlandais*): Il ne s'agit pas d'un arrêté royal, mais d'un arrêté ministériel. Cela peut donc aller plus vite. L'administration nous a adressé un avant-projet qu'il nous reste à vérifier. Quoi qu'il en soit, l'affaire devrait être réglée avant les vacances parlementaires.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Catherine Fonck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la poursuite d'une activité professionnelle par des travailleurs d'une intercommunale interhospitalière mis en disponibilité préalable à la mise à la retraite à partir de 52 ans dans le cadre d'un plan d'assainissement pour raisons économiques" (n° 3116)

09.01 Catherine Fonck (cdH): Des travailleurs d'une intercommunale interhospitalière mis en disponibilité préalable à la mise à la retraite à partir de 52 ans dans le cadre d'un plan d'assainissement pour raisons économiques ont décidé de reprendre une activité professionnelle. Ils ont pu cumuler leur pension et des revenus du travail conformément à l'article 4, § 4, de la loi du 5 avril 1994. Cependant, dans l'arrêté royal du 21 décembre 1967, le cas de personnes mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans n'a pas été envisagé.

Dans ce cas, les plafonds sont-ils les mêmes que ceux fixés pour les pensionnés ayant atteint l'âge légal de la retraite?

09.02 Michel Daerden, ministre (*en français*): L'intercommunale qui décide de se séparer d'une partie de ses agents statutaires et contractuels peut le faire par la mise en disponibilité préalable à la mise à la retraite pour les agents statutaires et par la prépension pour les agents contractuels.

Pour les contractuels, la matière relève de la compétence de la ministre de l'Emploi. Ils recevront pendant la prépension une indemnité de chômage majorée le cas échéant d'un complément payé par l'employeur, jusqu'à 65 ans. Durant cette période, le cumul de l'allocation de chômage et du complément avec des revenus professionnels est soumis strictement aux règles du travail autorisé dans le cadre du chômage.

Les statutaires recevront, à charge de l'intercommunale, un traitement d'attente jusqu'à 60 ans, âge obligatoire de mise à la retraite. Le cumul de leur traitement d'attente avec d'autres revenus professionnels est soumis à la disposition statutaire régissant la mise en disponibilité.

Une fois pensionné, le fonctionnaire devra se conformer aux règles de cumul prévues par la loi du 5 avril 1994, moyennant la distinction suivante: ou bien il s'agit d'une mise en disponibilité obligatoire, et le fonctionnaire pourra alors bénéficier d'une limite plus avantageuse prévue par l'article 4, § 4, ou bien il s'agit d'une faculté, et alors le fonctionnaire retraité sera soumis aux règles normales du cumul.

L'incident est clos.

10 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'application du bonus-pension pour les travailleurs après 2012" (n° 3247)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V): L'arrêté royal du 1^{er} février 2007 dispose que le bonus de pension s'applique uniquement aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois entre le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} décembre 2012 et seulement aux périodes prestées à partir du 1^{er} janvier 2006. Actuellement, beaucoup de personnes auraient droit à ce bonus si elles partaient à la retraite avant le 1^{er} décembre 2012. Si elles décidaient de travailler plus longtemps, elles le perdraient.

Le ministre est-il favorable à une prolongation du bonus de pension au-delà du 1^{er} décembre 2012? A-t-il la compétence nécessaire à cet effet, dans le cadre des affaires courantes? Demandra-t-il à l'Office national des Pensions de faire la clarté sur ce point auprès du groupe cible? Aujourd'hui, cette mesure qui était censée retarder le départ à la retraite risque d'inciter les citoyens à agir en sens contraire.

10.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal qui instaure le bonus-pension a, en effet, une portée limitée dans le temps. Un nouvel arrêté royal est donc nécessaire pour prolonger la mesure destinée à encourager les salariés et les indépendants à travailler plus longtemps. Le rapport au Roi annexé à l'arrêté royal précise en outre que l'effet de ces mesures doit tout d'abord être évalué par le comité d'étude sur le Vieillessement et par le Conseil supérieur de l'emploi.

(*En français*) Quand on a mis en place la Conférence nationale des pensions, j'ai demandé à l'administration de mesurer l'effet de cette disposition sur les personnes qui sont parties à la retraite en 2007 et 2008. On a dit dans le Livre vert que les données étaient trop limitées. On ne sait pas dire si cela a modifié le comportement.

J'ai demandé à l'administration qu'elle actualise son étude. Dès que cette actualisation sera disponible, j'examinerai avec les partenaires sociaux si cette mesure est efficace pour inciter les travailleurs salariés indépendants à prolonger leur carrière professionnelle.

(*En néerlandais*) Tout sera mis en œuvre pour qu'une décision soit prise dans un délai raisonnable concernant cette mesure que j'estime incitative.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Soyons pessimistes et imaginons un instant que le gouvernement d'affaires courantes soit toujours en fonction en décembre 2012. Le ministre des Pensions disposera-t-il alors de la compétence requise pour modifier un arrêté royal?

10.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Il s'agit du budget!

Le **président**: Il faut un budget et une nouvelle loi d'habilitation.

10.05 Michel Daerden, ministre (*en français*): Ce n'est pas impossible.

Que fait-on avec l'ONSS-APL?

Le **président**: C'est une question que je me pose tous les jours.

10.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): J'ai un projet. On peut le critiquer, mais il faudra à un moment donné prendre position sur quelques problèmes urgents.

L'incident est clos.

11 Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la délivrance automatique ou non de l'attestation aux bénéficiaires de la GRAPA" (n° 3279)

11.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Il m'est revenu qu'à partir de 2012, l'ONP n'adressera plus automatiquement une attestation aux bénéficiaires de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA). Ceux-ci devront, dès lors, demander eux-mêmes l'attestation qui leur permet d'obtenir certaines réductions. Cette mesure m'étonne car il s'agit d'un groupe de personnes qui connaissent fort peu leurs droits et qui n'ont que très peu accès aux informations en la matière.

Quel est le point de vue du ministre sur cette question? Cette décision peut-elle encore être annulée?

11.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Les personnes âgées bénéficiant de la GRAPA représentent effectivement une catégorie de citoyens vulnérables. L'attestation papier est remplacée par un échange électronique avec le SPF Économie pour les distributeurs de gaz et d'électricité, et par un échange de même nature avec la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale pour les réductions et les exonérations fiscales.

(En français) Cette attestation visait à éviter des formalités s'accompagnant souvent de déplacements.

L'attestation habituelle, exercice 2011, a été récemment envoyée par l'ONP à tous les bénéficiaires potentiels. Simultanément, ceux-ci ont reçu un document leur signalant que l'attestation habituelle serait, à l'avenir, transmise par la voie électronique, ce qui a suscité des réactions. Il a donc été décidé de maintenir l'envoi des attestations sur papier.

11.03 Stefaan Vercamer (CD&V): C'est le genre d'erreurs que commettent les administrations. Nous en avons également fait le constat avec l'attestation pour les handicapés. Il ne suffit pas que la Banque-Carrefour dispose des données en sa possession car beaucoup de primes sont aussi octroyées par les communes ou les CPAS. Avant de supprimer l'attestation papier, il faut être certain que toutes les instances soient bien informées. Je me réjouis donc que l'attestation papier soit maintenue.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'indemnité de placement familial dans le cadre de l'enquête sur les revenus en vue de l'octroi de la GRAPA" (n° 3554)

12.01 Sonja Becq (CD&V): Une personne bénéficiaire du revenu d'intégration qui accueille un enfant placé perçoit une indemnité de placement familial. Lorsqu'on calcule son revenu d'intégration, l'on ne tient – à juste titre – pas compte de cette indemnité étant donné que celle-ci est une espèce d'indemnité de défraiement ou d'indemnité perçue dans le cadre d'une activité volontaire. En revanche, les personnes âgées bénéficiant de la GRAPA se voient imputer cette indemnité. Pourtant, la réglementation GRAPA prévoit qu'il ne peut être tenu compte d'indemnités versées en contrepartie d'une assistance publique ou privée. J'estime personnellement que l'indemnité de placement familial appartient à cette catégorie mais l'administration n'est manifestement pas du même avis.

Que recouvre exactement cette notion d'assistance publique ou privée? Pourquoi cette indemnité de placement familial est-elle prise en compte pour le calcul de la GRAPA mais non pour le calcul du revenu d'intégration? Je considère que nous devons montrer aux personnes qui veulent accueillir des enfants placés que nous éprouvons de la considération pour leur démarche.

12.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Par aide publique ou privée, au sens de l'article 19 de l'arrêté royal du 23 mai 2001, on entend l'aide octroyée par les CPAS, des œuvres de bienfaisance ou l'assurance-dépendance, telle qu'elle est pratiquée en Flandre. Pour l'établissement du droit à la GRAPA, les revenus – à l'inclusion des allocations dans le cadre de l'accueil d'enfants – sont en principe divisés par le nombre de personnes vivant sous le même toit, enfants accueillis compris. Le résultat de ce calcul est parfois favorable aux bénéficiaires.

(En français) C'est un dossier d'un grand intérêt social. J'ai demandé qu'on étudie toutes les hypothèses, mais l'ONP n'a pas encore été confronté à un seul cas.

12.03 Medewerker van de minister: Les services centraux m'ont dit ce matin qu'un tel cas ne s'était jamais présenté.

12.04 Sonja Becq (CD&V) (*en français*): Il m'est revenu qu'il y avait au moins deux cas.

12.05 Medewerker minister: Mme Becq saurait-elle dans quelle province ce cas s'est présenté?

12.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): Le service central nous dit qu'il n'a pas encore eu de cas, ce qui signifie que nous sommes au début de la réflexion. Nous allons nous occuper du problème et reviendrons

vers vous pour une solution.

Dans certaines législations, on ne prend pas cela en considération et dans celle-là, on a oublié d'en parler.

12.07 Sonja Becq (CD&V): La loi sur le revenu d'intégration prévoit explicitement qu'il n'est pas tenu compte des allocations perçues dans le cadre de l'accueil d'enfants. Cela n'est pas prévu dans la législation relative à la GRAPA, ni d'ailleurs dans le cadre de l'assurance dépendance.

12.08 Michel Daerden, ministre (*en français*): On va tenter de trouver une solution.

12.09 Sonja Becq (CD&V): Je vous interrogerai le mois prochain à propos de la solution qui aura été mise en place.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 46.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het model van legitimatiebewijs volgens het Wetboek voor het sociaal strafrecht" (nr. 2582)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): Op 1 juli 2011 treedt het Wetboek voor sociaal strafrecht in werking, waardoor de sociale inspecteurs een uniform legitimatiebewijs zullen krijgen.

Hebben de directies van de verschillende inspectiediensten al beslist over hoe deze kaart er moet uitzien en welke gegevens erop moeten staan? Zal de kaart ook toegang geven tot elektronische gegevens? Komt er een centrale instantie voor het beheer van de kaart? Hoe verhoudt die instantie zich dan tot de inspectiediensten? Over hoeveel legitimatiekaarten gaat het, tegen welke kostprijs?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Op 3 februari 2010 hebben het redactiecomité Sociaal Strafwetboek en het directiecomité van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD) de werkverdeling besproken voor het opmaken van de uitvoeringsbesluiten van het Sociaal Strafwetboek. Binnen de SIOD wordt overlegd over een eenvormig model van legitimatiekaart en over de vermeldingen op de kaart. Tegelijkertijd wordt ook de organisatie van het beheer van de kaarten geregeld.

De kaart is enkel bedoeld als legitimatiekaart voor de sociaal inspecteurs. Zo wordt ze niet onnodig duur. Voor de toegang tot allerlei applicaties wordt meer en meer gebruikgemaakt van de elektronische identiteitskaart. Daardoor hoeft er geen aparte software te worden aangemaakt voor de legitimatiekaart.

Het gaat over 1.500 kaarten. Het is nog te vroeg om een idee te geven van de kostprijs, maar het is de bedoeling die zo laag mogelijk te houden.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): De onderhandelingen zijn dus blijkbaar nog aan de gang. Ik vraag me af of de datum van 1 juli 2011 wel zal worden gehaald. Ik hoop dat de uniforme kaart een stap kan zijn naar meer eenvormigheid in het versnipperde landschap van de inspectiediensten.

01.04 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): De voorbereidingen zijn volop aan de gang. Er wordt van uitgegaan dat alles tegen 1 juli klaar zal zijn. Aan meer eenvormigheid wordt gewerkt. Ik verwijs graag naar het elektronische proces-verbaal, dat na de startfase bij de vier grote inspectiediensten ook bij de andere diensten wordt geïntegreerd.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de strijd tegen de sociale fraude in 2010" (nr. 3217)
- de heer Stefaan Vercamer aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de evaluatie van de strijd tegen de sociale fraude in 2010" (nr. 3268)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): De strijd tegen bijdrage- en uitkeringsfraude heeft in 2010 niet minder dan 78 miljoen euro opgebracht bij controles op 37.000 personen.

Kan de staatssecretaris een overzicht geven van de inspectiediensten die aan de basis liggen van die cijfers? Slaan de cijfers op de controles door de arrondissementscel of op alle controles? Wat is het aandeel van de arrondissementscel in het geheel? Wordt er gewoon vastgesteld dat de Staat een schuldvordering heeft van 78 miljoen euro of wordt dat bedrag ook effectief ingevorderd? Hoeveel bracht de strijd tegen de fraude op in 2009 en hoeveel werd daarvan reeds effectief terugbetaald door de overtreders? Hoeveel personen werden er in totaal geverbaliseerd? Wat was de verhouding tussen werkgevers en werknemers? Hoeveel controles gebeurden er in de horeca? Wat was daar de verhouding tussen werkgevers en werknemers?

02.02 Stefaan Vercamer (CD&V): In het actieplan 2009-2010 tegen de sociale en fiscale fraude – dat een vervolg was op het eerste actieplan 2007-2008 – stond de gegevensuitwisseling centraal, alsook de geïntegreerde en gecoördineerde aanpak. Er werden accenten gelegd op de strijd tegen de fraude in de gezondheidszorg en op nieuwe fraudefenomenen, zoals het misbruik van elektronische identificatienummers en valse sociale documenten.

Welke sterke en minder sterke punten kwamen naar voren uit de evaluatie van dat actieplan? Waren er meer specifieke resultaten inzake de fraude bij sociale bijdragen en uitkeringen? Welke concrete acties hebben de betrokken administraties ondernomen om die fraude te bestrijden? In welke sectoren werden de meeste fraudegevallen vastgesteld?

02.03 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): De gepubliceerde cijfers inzake controles en inbreuken hebben betrekking op de activiteiten van de arrondissementscellen. Het bedrag van 78,5 miljoen euro werd in 2010 gerealiseerd door de dienst Toezicht op de sociale wetten van de FOD Werkgelegenheid, de sociale inspectie van de FOD Sociale Zekerheid en de inspectiediensten van de RSZ, de RVA, het RIZIV en de Sociale Verzekering der Zelfstandigen.

De programmawet van 27 december 2006 legde de frequentie van de uit te voeren controles vast. De 12.830 controles vertegenwoordigen een maximum van 10 procent van het totaal van de door de zes genoemde inspectiediensten uitgevoerde controles. Het bedrag van 78,5 miljoen euro bestaat uit circa 39,6 miljoen euro aan sociale bijdragen en uit 38,8 miljoen euro aan terug te vorderen sociale uitkeringen. In 2009 leverde de strijd tegen de sociale fraude ongeveer 69 miljoen euro op.

In 2010 bleek dat op de 37.000 gecontroleerde werknemers en zelfstandigen er bijna 10.000 in overtreding waren. Er werden 12.830 werkgevers gecontroleerd. De SIOD beschikt niet over meer gedetailleerde gegevens.

In de horecasector werden 3.721 werkgevers gecontroleerd en 12.113 werknemers en zelfstandigen. Daarvan werden bijna 5.000 werknemers in overtreding aangetroffen en werden 3.308 inbreuken op zwartwerk vastgesteld.

De actieplannen van het college voor de fraudebestrijding worden op regelmatige basis opgevolgd door het ministerieel comité voor de strijd tegen fiscale en sociale fraude. De laatste rapportering gebeurde op 3 februari 2011.

Het tweede actieplan 2009-2010 ligt in het verlengde van het eerste actieplan. Het belangrijkste actiepunt is de gegevensuitwisseling. Zo bracht het opsporen van cumuls van werkloosheidsuitkeringen met zelfstandige

activiteiten vorig jaar 15,1 miljoen euro op en liepen er 4.817 personen tegen de lamp. Ook de gegevens over ziekte- en invaliditeitsuitkeringen werden vergeleken met de loongegevens uit de multifunctionele aangifte (DmfA), wat in 2010 2 miljoen euro opbracht.

Onlangs werd de gemengde ondersteuningscel van politie en sociale inspectiediensten opgericht. Bij ernstige sociale fraude, zoals valsheid in geschriften, gebruik van valse stukken, witwassen, frauduleus faillissement of mensenhandel kunnen de inspectiediensten aan het parket vragen om de politie in te schakelen. De cel moet georganiseerde sociale fraude in een vroeg stadium opsporen en vervolgen. In de opstartfase zal deze cel naar schatting dit jaar 1,5 miljoen euro opleveren.

In het tweede actieplan wordt bijzondere aandacht besteed aan de internationale context en het bevorderen van bilaterale samenwerkingsakkoorden tussen administraties en inspectiediensten. Onder dit internationaal actiepunt vallen ook de strijd tegen internetfraude en de bestrijding van namaakmedicijnen. De SIOD-inspectiediensten sloten een samenwerkingsprotocol, wat zorgt voor een betere intra-Belgische samenwerking.

Verder wordt in het actieplan de strijd aangeboden tegen fenomenen zoals het gebruik van valse sociale documenten waardoor onrechtmatige uitkeringen worden verkregen. De strijd tegen fictieve onderwerpingen heeft in 2010 4,4 miljoen euro opgebracht.

De samenwerking tussen de verschillende inspectiediensten inzake fraude beschouw ik als een van mijn belangrijkste verdiensten. Diverse sociale inspectiediensten in ons land werken vandaag meer en beter samen. Onlangs werd het elektronische proces-verbaal van verhoor ingevoerd, een gezamenlijk project van de sociale inspectiediensten. De opbrengst daarvan wordt dit jaar op 300.000 euro geraamd. In de toekomst zal dat oplopen tot 5,4 miljoen euro per jaar.

Ook op fiscaal vlak werden aanzienlijke inspanningen geleverd, zoals de strijd tegen het nieuwe fraudefenomeen van *portage salariale*, die in 2010 28,3 miljoen euro opleverde. Toch moet er zo snel mogelijk een wettelijke basis komen voor de structurele gegevensuitwisseling tussen de fiscus en de sociale instellingen, maar daar is een aanpassing van de privacywetgeving voor nodig.

De SIOD moet ieder jaar een strategisch plan opstellen over de strijd tegen de sociale fraude. De sociale inspectiediensten leverden goed werk en stuitten op ruim 39,6 miljoen euro aan ontdoken sociale bijdragen en vorderden ruim 38,8 miljoen euro terug aan onterecht ontvangen uitkeringen. Dat is 10 miljoen meer dan in 2009. In 2010 was de totale opbrengst van de sociale fraudebestrijding 121,33 miljoen euro. In 2011 zal dat oplopen tot 190 miljoen euro.

De strijd tegen het zwartwerk blijft een prioriteit van de SIOD. In 2010 waren er 16 procent meer controles en werden er 3 procent meer personen gecontroleerd. Er werden 8.130 inbreuken vastgesteld of 18 procent meer dan het jaar daarvoor. Het aantal inbreuken op zwartwerk steeg met 27 procent. Er werd efficiënter gecontroleerd. Het aantal positieve controles steeg van 26 naar 30 procent.

De meeste controles gebeurden in de bouw en de horeca. In deze twee fraudegevoelige sectoren vonden telkens ongeveer 3.700 controles plaats. De meeste positieve controles waren in de horecasector, waar 46 procent van de controles positief waren. Daarna volgen 41 procent positieve controles in de nachtateliers van artisanale bakkerijen, 35 procent in de schoonmaaksector en in de telecomindustrie, 30 procent in de kleinhandel en in garages, 22 procent in de bouw en de industrie, 18 procent in de landbouw en 13 procent in de vervoersector. Dat was in 2010 dus de meest witte sector.

02.04 Nadia Sminate (N-VA): Ik vind het vreemd dat de staatssecretaris bevoegd voor de strijd tegen sociale fraude enkel de cijfers van de arrondissementscellen kan geven. Ook vind ik het vreemd dat er nog zoveel controles in de horeca nodig zijn, terwijl daar toch een btw-verlaging is gebeurd.

Ik denk dat wij het woord 'opgebracht' anders interpreteren. Voor mij gaat dat over bedragen die de Staat in zijn bezit heeft, maar dat is blijkbaar niet het geval. In werkelijkheid betekent het enkel dat werd vastgesteld dat dit bedrag verschuldigd is, maar hoeveel zullen wij daarvan werkelijk terugzien?

02.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Ik wil de staatssecretaris feliciteren met het werk dat hij al verzet heeft en dat hij nog zal verzetten. Dit jaar zullen we meer opbrengsten realiseren. We moeten druk blijven uitoefenen opdat de kruising met fiscale gegevens zo snel mogelijk kan gebeuren.

Ik wil ook aandacht vragen voor een nieuw fenomeen in de fraudebestrijding dat zich vooral in de grote steden voordoet. Het gaat om het oprichten van nepbedrijfjes om in België te kunnen blijven. Dat blijkt heel goed te werken en daar moeten we dus paal en perk aan stellen.

02.06 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Ik ben er niet in geslaagd om op basis van de gegevens van alle diensten een totaalbeeld te krijgen van de inkomsten uit fraudebestrijding. Ik heb nu om een theoretische raming gevraagd.

Ik vind het ook belangrijk dat de opbrengsten uit de bestrijding van de sociale fraude bekend zijn. Ik kan wel zeggen dat bij de sociale inspectie van de FOD Sociale Zekerheid alleen al de opbrengsten minimum 78 miljoen euro bedragen. Dat is natuurlijk maar een onderdeel. Ik zal erop aandringen dat in de toekomst meer cijfers beschikbaar zijn.

Toch een kleine rechtzetting: er is wel degelijk een positief effect van de btw-verlaging in de horeca. Dat er toch veel vaststellingen gebeurden, valt te verklaren door de vele selectieve controles. Hogere opbrengsten wijzen dus niet per definitie op meer inbreuken, maar wel op meer gerichte controles.

De terugvordering is inderdaad een probleem. Ik beschik niet over de juiste bedragen van de effectieve terugvordering. We besteden aandacht aan de problematiek.

02.07 Nadia Sminate (N-VA): Ik wil zeker geen afbreuk doen aan het werk van deze staatssecretaris. Misschien hebben andere beleidsmakers hun redenen om de cijfers af te scherm.

02.08 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Mijn eerste opdracht is het coördineren van de werking van de verschillende diensten die fraude bestrijden. Statistisch materiaal is daarbij belangrijk. Het coördineren en op elkaar afstemmen van de betrokken diensten verloopt al veel beter. Dat is het belangrijkste. Het elektronische proces-verbaal zal ons veel informatie opleveren als het operationeel wordt.

02.09 Nadia Sminate (N-VA): Coördineren is bijzonder moeilijk als men niet over cijfergegevens beschikt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de cumul tussen overlevingspensioen en beroepsinkomen" (nr. 2317)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mensen van wie de partner overleden is en die geen menswaardig inkomen uit arbeid hebben, hebben recht op een overlevingspensioen. De vraag rijst of het brutoberoepsinkomen dat mag worden gecombineerd met dit pensioen, niet aan herziening toe is: een loon uit halftijds werk overschrijdt vaak al de vastgelegde grenzen van wat men per jaar mag verdienen.

Hoe staat de minister tegenover het pleidooi om de grenzen op te trekken of zelfs te schrappen? Wat vindt hij van de optie om wat mensen te veel verdienen, af te trekken van het overlevingspensioen? Op de website staan nog steeds de plafonds voor 2010 vermeld. Zullen deze in 2011 opgetrokken worden?

03.02 Minister **Michel Daerden** (*Nederlands*): De plafonds werden gevoelig verhoogd in 2008: voor 65-plussers met 25 procent, voor personen jonger dan 65 met ongeveer 8 procent.

(Frans) De grensbedragen voor 2011 zijn dezelfde als in 2010. De bedragen worden immers niet vastgesteld per jaar, maar met ingang van een bepaalde datum voor de toekomst.

(Nederlands) Er zijn geen nieuwe verhogingen van de plafonds gepland.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Maar wat denkt de minister zelf over een eventuele verhoging of over de mogelijkheid om wat te veel wordt verdiend af te trekken van het overlevingspensioen? Vooral vrouwen belanden in financiële problemen bij het overlijden van hun partner.

03.04 Minister Michel Daerden (Frans): Het is min of meer hetzelfde cijfer als voor de toegestane arbeid voor gepensioneerden. Dit is een van de belangrijkste thema's die tijdens de Nationale Pensioenconferentie zullen moeten worden besproken: wat mag men in dergelijke gevallen verdienen?

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Kan de minister me geen antwoord geven op mijn terechte vraag?

03.06 Minister Michel Daerden (Frans): U weet dat ik politiek onmachtig ben!

03.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De regering van lopende zaken kan natuurlijk geen beslissingen nemen, maar ik had gehoopt een debat te kunnen voeren met een expert in pensioenmateries over de cumul van overlevingspensioenen en beroepsinkomsten.

03.08 Minister Michel Daerden (Frans): Schrijf me, deel me u standpunt mee en ik zal het aan de Nationale Pensioenconferentie voorleggen.

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijn standpunt is bekend. De minister van Pensioenen moet met oplossingen komen. Hij verwijst echter al jaren naar de Nationale Pensioenconferentie. Dat kan hij niet blijven doen. Ik vraag om een debat.

De **voorzitter**: We hebben het debat over de pensioenen en het Groenboek al gevoerd in november 2010.

03.10 Minister Michel Daerden (Nederlands): Het was een interessant debat.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Wat belet de minister om nu zijn standpunt te geven? Waarom mag dit debat nu niet worden gevoerd?

De **voorzitter**: De heer De Vriendt kan zich met zijn voorstel richten tot de Conferentie der Voorzitters. Ik zal dit steunen.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de inkomensgarantie voor ouderen (IGO)" (nr. 2392)
- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "een retroactief onderzoek inzake inkomensgarantie voor ouderen (IGO)" (nr. 2512)
- mevrouw **Karolien Grosemans** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de informatiecampagne omtrent de inkomensgarantie voor ouderen en de geautomatiseerde procedure voor de toekenning ervan" (nr. 3225)

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Gepensioneerden van 65 jaar en ouder hebben onder bepaalde voorwaarden recht op de IGO, de inkomensgarantie voor ouderen. Als iemand op zijn 65ste op pensioen gaat, onderzoekt de Rijksdienst voor Pensioenen automatisch of hij recht heeft op de IGO. Wie vervroegd met pensioen gaat, moet de IGO zelf aanvragen. In de herfst van 2010 kondigde de minister aan dat er ook een automatisch onderzoek zou gebeuren bij elk vervroegd pensioen en beloofde hij ook om een retroactief

onderzoek te voeren.

Zijn deze beloftes intussen realiteit? Overweegt de minister een publiciteitscampagne rond de IGO? Wanneer uit een retroactief onderzoek blijkt dat iemand rechthebbende is van een IGO, zal deze IGO dan retroactief uitgekeerd worden vanaf 2001 of vanaf het moment dat die persoon rechthebbende werd?

04.02 Karolien Grosemans (N-VA): Hoever staat het met de grootscheepse informatiecampagne inzake de IGO? Welke maatregelen werden genomen om werk te maken van de automatisering van de IGO? Zijn er in de nabije toekomst nog andere ingrepen gepland om armoede bij ouderen tegen te gaan?

04.03 Minister Michel Daerden (Nederlands): Mijn kabinet is overeengekomen met de Rijksdienst voor Pensioenen om over te gaan tot een automatisch onderzoek van het recht op de inkomensgarantie voor ouderen.

(Frans) Sinds oktober 2010 wordt er nagegaan of de gepensioneerden die voor hun 65^{ste} met pensioen zijn gegaan, aanspraak kunnen maken op de IGO. Dit onderzoek gebeurt in de maand die aan hun 65^{ste} verjaardag voorafgaat. Daarna wordt er een inhaalbeweging gemaakt. Er worden maandelijks ongeveer 300 IGO-dossiers geopend. Om een en ander te kunnen uitvoeren, worden de gegevensbanken van de FOD Financiën geraadpleegd.

Indien uit die gegevens blijkt dat de IGO niet kan worden toegekend, worden de dossiers gesloten. De behandeling van de overige dossiers wordt voortgezet en deze worden – al dan niet met een positieve beslissing – gesloten na ontvangst van de aangifte van bestaansmiddelen.

(Nederlands) Volgens het bestuurscontract wordt een IGO-dossier in 90 procent van de gevallen afgesloten binnen de 63 werkdagen die volgen op de aanvraag. De termijn wordt opgeschort voor de periode die de RVP nodig heeft om de exacte informatie op te vragen.

(Frans) Om het bedrag van de IGO te bepalen, moet er een overzicht van de gezinssamenstelling en de inkomsten opgesteld worden. Wanneer de rechthebbende samenwoont, moeten de inkomsten van degenen met wie hij samenwoont ook worden nagekeken. De behandeling van de dossiers hangt bijgevolg af van de informatie die de RVP ontvangt.

Dat wordt nu voor de eerste keer sinds 2001 gedaan naar aanleiding van uw opmerkingen, want ik vond dat u gelijk had. Sinds 2007 werden er meer dan 20 pensioenverhogingen en verhogingen van de IGO doorgevoerd. Zo werd de IGO in 2007 met 10 euro verhoogd, in 2008 met 2 procent, in juni 2009 met 0,9 procent en op 1 januari 2010 met 0,6 procent. Tegen het einde van het jaar zal ze met nog 2 procent opgetrokken worden.

(Nederlands) Ik zal de OCMW's, de sociale diensten, de ziekenfondsen en de vakbondsorganisaties vragen om hun aangeslotenen te herinneren aan hun rechten inzake de IGO.

(Frans) Ik heb daar lang over nagedacht. Ik heb de automatische procedure ingevoerd, maar misschien moet er toch meer ruchtbaarheid aan worden gegeven. Als ik dat evenwel in de pers zou doen, zou u wellicht zeggen dat ik daarmee stemmen wil ronselen! Daarom heb ik de RVP met die taak belast. Ik zal ook een beroep doen op de sociale instellingen om een en ander onder de aandacht van de rechthebbenden te brengen.

04.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik wil de minister danken voor alle initiatieven om mogelijke rechthebbenden te informeren via de sociale organisaties. Heb ik goed begrepen dat mensen die recht hebben op de IGO sinds 2001, retroactief zullen worden uitbetaald vanaf het moment dat ze er recht op hebben?

04.05 Minister Michel Daerden (Nederlands): Dat klopt.

04.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dat is goed nieuws. De IGO is immers het laatste vangnet. Vergeten we niet dat niettegenstaande de verhogingen de maximumbedragen van de IGO nog altijd onder de

armoededrempel liggen.

04.07 Karolien Grosemans (N-VA): De minister is dus een voorstander van de maximale automatisering. Het is echter teleurstellend dat er nog geen exact tijdschema is. Weet de minister al wanneer de circulaire verstuurd zal worden?

04.08 Minister Michel Daerden (Nederlands): Zeer binnenkort.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "Europa en het pensioendeбат" (nr. 3288)

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de betekenis van de Europese top voor de Belgische pensioenen" (nr. 3367)

De **voorzitter**: Als voorzitter van de commissie voor Sociale Zaken heb ik aan de premier gevraagd of wij met de minister van Pensioenen en de minister van Werk een groot debat kunnen organiseren over de beslissingen van de Europese top inzake de begrotingspolitiek op Europees niveau. Er zijn immers zowel vragen inzake pensioenen als inzake tewerkstelling. Er komt dus een specifiek debat over dit onderwerp.

Zodra de agenda van de Europese beslissingen bekend is, zullen we een debat organiseren over werkgelegenheid en pensioenen. Dat werd gisteren afgesproken met de eerste minister.

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Begin maart heeft de minister de Europese Commissie opgeroepen om de lidstaten hun vrijheid te laten in het pensioendeбат. Op Europees niveau wordt er gedacht aan een Europese consensus over het optrekken van de pensioenleeftijd en een hervorming van de pensioenen om ze betaalbaar te houden. Hoe moeten we de uitspraak van de minister in het licht van deze Europese visie zien?

05.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Half maart bereikte de Europese top van staats- en regeringsleiders een akkoord over een pact voor de euro.

Wat werd daar precies beslist? Welke gevolgen hebben deze beslissingen voor het Belgische pensioenbeleid? Hoe staat de minister tegenover de in de tekst geformuleerde suggesties met betrekking tot de hervorming van het pensioensysteem?

05.03 Minister Michel Daerden (Nederlands): Tijdens de EPSCO-Raad van 7 maart 2011 heb ik inderdaad herinnerd aan het subsidiariteitsprincipe. De Europese Commissie benadert de pensioenproblematiek enkel vanuit een economische en financiële invalshoek, zonder enige sociale correctie. Maar ik veeg de voorstellen van Europees commissaris Andor zeker niet zomaar van tafel.

(Frans) De toereikendheid en het voortbestaan van de pensioenstelsels gaan hand in hand. Dit vereist een Europese aanpak, waarbij er rekening wordt gehouden met het subsidiariteitsbeginsel.

(Nederlands) De eerste pensioenpijler, die gebaseerd is op de stabiliserende principes van repartitie en solidariteit, moet worden geconsolideerd.

(Frans) Een duurzame financiering van de eerste pijler vereist een gesaneerde begroting. Dit impliceert dat men de strijd aanbindt tegen zwartwerk, tegen belastingontwijking en tegen elk mechanisme om de fiscale wetgeving te omzeilen. Er moeten alternatieve financieringsvormen worden gevonden voor de pensioenen.

Om zoveel mogelijk gepensioneerden toe te laten de welvaartsdrempel te bereiken, moet elke lidstaat de toegang tot een tweede pijler voor alle werknemers vergemakkelijken. Daartoe moet er duidelijke informatie worden verstrekt en moeten er precieze omschrijvingen worden vastgelegd. Bovendien moet de tewerkstelling van ouderen worden bevorderd en moet hun werk naar waarde worden geschat. Voorts moeten er correcte lonen worden uitbetaald, moet er worden nagedacht over een begrenzing van de brugpensioenen in geval van herstructureringen van bedrijven, en moeten er statistische en analytische

instrumenten worden ontwikkeld waarmee men de situatie kan evalueren.

Ik ben blij dat er op de pensioentop van 11 maart werd besloten om aan de leefbaarheid van de pensioenstelsels te werken, teneinde ook de overheidsfinanciën gezond te houden. In de tekst worden louter bepaalde hervormingen gesuggereerd, zoals de aanpassing van het pensioenstelsel aan de nationale demografische situatie, de beperking van de brugpensioenstelsels en maatregelen die de tewerkstelling van vijftigplussers bevorderen.

(Nederlands) Op Belgisch niveau zal men op een gegeven moment op basis van de bedenkingen van de Nationale Pensioenconferenties moeten overgaan naar een Witboek. Het zou dus goed zijn om de vragen zo snel mogelijk opnieuw te laten onderzoeken, door dezelfde of een nieuwe werkgroep.

05.04 Karolien Grosemans (N-VA): Op nationaal vlak en zelfs op regionaal vlak moet er inderdaad zeker nog een beleidsmarge blijven bestaan.

05.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Europa geeft nu ook op sociaal vlak steeds meer de richting aan, wat niet zonder gevaar is. De Europese integratie mag geen groeiende bedreiging vormen voor ons sociaal stelsel. Ik hoop dat de minister en de volgende regering in staat zullen zijn om in te gaan tegen Europa waar dat nodig is.

05.06 Minister Michel Daerden (Frans): We hebben hierin allemaal een rol te vervullen. Ik heb mij gebaseerd op de besprekingen in het Europese Parlement.

De **voorzitter**: We zullen vóór half april of net na Pasen in de commissie een debat voeren.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de kerncijfers over de pensioenen van 2010" (nr. 2662)

06.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Recentelijk raakten enkele kerncijfers aangaande de pensioenen voor het jaar 2010 bekend. Het aantal gepensioneerden nam met 1,47 procent toe ten opzichte van 2009, mede door de uitwerking van de pensioenhervorming van 1997. De pensioenen in de privésector stegen gemiddeld met 2,85 procent. Opvallend daarin is evenwel dat de pensioenen van zelfstandigen sneller stegen dan die van werknemers, waardoor de kloof verkleind werd tot gemiddeld ongeveer 200 euro. De grootste kloof is echter die tussen het gemiddelde pensioen in de private sector van 944 euro en dat van een statutair ambtenaar die ongeveer het dubbele heeft. Voorts valt het op dat het gemiddelde pensioen van de man iets sneller steeg dan dat van de vrouwen. Gemiddeld ontvangt een man ongeveer 230 euro meer dan een vrouw.

Hoe beoordeelt de minister deze cijfers? Zijn de cijfers van de contractuelen en de statutaire ambtenaren ook bijna beschikbaar? Het is niet mogelijk om een beeld van de pensioenen van vorig jaar te krijgen zonder die hoge uitgavenpost. Wanneer zullen de pensioenen van zelfstandigen en werknemers elkaar benaderen? En die van mannen en vrouwen? Hoe verantwoordt men de wanverhouding tussen privéwerknemers en statutaire ambtenaren?

06.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): De pers heeft onlangs een aantal gegevens uit de maandelijkse statistieken van de RVP overgenomen. Deze informatie stemt overeen met die uit het Groenboek van de Nationale Pensioenconferentie. Nog gedetailleerdere informatie staat in de *Pensioenatlas* 2010 die men kan raadplegen op de website van de FOD Sociale Zekerheid of op het portaal www.belgium.be.

(Frans) Daar vindt u informatie over de ambtenarenpensioenen. Voor de overheidssector werd er in 2009-2010 een stijging van 10.034 eenheden, d.i. 2,31 procent, opgetekend. Het maandelijkse bruto ambtenarenpensioen bedroeg gemiddeld 2.202 euro voor een man en 1.958 euro voor een vrouw. Dat is beduidend meer dan voor de gepensioneerde werknemers en de zelfstandigen. Daarom wil ik dat het minimumpensioen voor die groepen snel wordt opgetrokken tot het bedrag van het intersectoraal netto

minimumloon, namelijk 1.150 euro.

(Nederlands) Bij de ambtenaren gaat het om een historische evolutie. De pensioenregeling voor vastbenoemde ambtenaren maakt integraal deel uit van hun statuut en het klopt dat die regeling meestal leidt tot een hoger pensioen dan dat voor werknemers uit de privésector met een gelijkwaardig loon.

(Frans) Ik hoop dat we tot een gelijkwaardig pensioen komen. Dit aanvullend pensioen verkleint de verschillen. Volgens de *Pensioenatlas* zou de fictieve maandelijkse rente in de tweede pijler 734 euro bedragen. De kloof is groot en we moeten daar iets aan doen. Maar als het cijfer uit de *Atlas* correct is, is het verschil merkkelijk kleiner.

(Nederlands) Het verschil tussen het pensioen voor mannen en vrouwen kan verklaard worden door de recente verhoging van de wettelijke pensioenleeftijd voor vrouwen naar 65 jaar, maar ook en vooral door type loopbaan en het loonbedrag.

06.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Ik ben bezorgd over de groeiende pensioenkloof tussen mannen en vrouwen. De zogenaamde pensioensplit, waarbij de pensioenrechten gelijk over twee partners worden verdeeld, biedt mogelijkheden.

Ondanks enkele positieve trends onthoud ik vooral dat er grote verschillen bestaan tussen zelfstandigen en werknemers, privésector en openbare sector, mannen en vrouwen. Het verschil in pensioen tussen privésector en openbare sector, en dan voornamelijk dat van statutaire ambtenaren, is zelfs onverantwoord groot.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de pensioenen van buitenlandse ex-kolonialen" (nr. 2870)
- mevrouw Sonja Becq aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de discriminatie van voormalige koloniale werknemers" (nr. 2920)

07.01 **Sonja Becq** (CD&V): De Europese Commissie zou ons land voor het Europees Hof van Justitie dagen omdat de pensioenen van buitenlandse ex-koloniale werknemers niet geïndexeerd worden.

Om hoeveel werknemers gaat het? In welke sectoren waren ze tewerkgesteld? Over welk bedrag gaat het? Kan de regering van lopende zaken hierin een beslissing nemen?

07.02 Minister **Michel Daerden** *(Nederlands)*: Het gaat om 170 Europese onderdanen die voornamelijk in onze voormalige kolonies Congo en Rwanda gewerkt hebben en die buiten Europa wonen. Vanaf 1 augustus werden de verblijfsvoorwaarden afgeschaft en worden de pensioenen van deze mensen cumulatief geïndexeerd, rekening houdend met indexaanpassingen tussen de datum van pensionering en augustus 2004.

(Frans) Het geschil heeft betrekking op de achterstallige indexering die verschuldigd zou zijn voor de periode vanaf de ingang van het pensioen tot 1 augustus 2004. Ik heb een evaluatie laten uitvoeren: het gaat om zo'n vijf miljoen euro. Ik heb de Europese Commissie laten weten dat mijn administratie aan een wetsontwerp werkt dat deze situatie moet rechtzetten.

07.03 **Sonja Becq** (CD&V): De regularisatie zal dus op vrij korte termijn gebeuren, waardoor onnodige kosten en procedures vermeden kunnen worden.

07.04 Minister **Michel Daerden** *(Frans)*: Dat is de bedoeling.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het**

aanwenden van middelen uit het globaal beheer van de sociale zekerheid ten gunste van de werkingskosten van het aanvullend pensioensysteem van de RVP" (nr. 3216)

08.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): De wettelijke pensioenen van werknemers worden betaald door de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) met middelen uit de sociale zekerheid. De RVP is ook actief op het vlak van de aanvullende pensioenen.

Begin 2010 vroeg de heer Bogaert aan de ministers van Financiën en Pensioenen of er geen middelen van de sociale zekerheid voor de aanvullende pensioenverzekeringen van de RVP werden aangewend. De minister heeft dat toen ontkend. Onlangs heeft het Rekenhof een onderzoek naar de werkingskosten van de RVP gedaan, waaruit bleek dat de kosten voor de boekhouding van de aanvullende pensioenen door middel van verdeelsleutels worden toegepast op de globale beheerskosten. Die verdeelsleutels zijn al 30 jaar oud en niet meer representatief.

Bovendien blijken de toegewezen werkingskosten voor de aanvullende pensioenactiviteit veel lager te zijn dan de reële kosten. Slechts zeven personeelsleden houden zich met de aanvullende pensioenen bezig. De toegewezen werkingskosten bedragen minder dan 40 procent van hun loonkosten en daarbovenop zijn er ook nog huisvestingskosten, beheerskosten en taken die uitbesteed moeten worden.

Het bestuursplan van de RVP van 2009 voorzag in de verdere uitbouw van het aanvullend pensioenstelsel, maar daarvoor zijn bijkomende middelen nodig die niet in de toegewezen werkingskosten zijn opgenomen.

Het Rekenhof concludeert dat de werking van het aanvullend pensioenstelsel van de RVP wel degelijk deels gefinancierd wordt met middelen van de sociale zekerheid. Die oneigenlijke aanwending van overheidsmiddelen zal nog vergroten door de recente overname van de sectorplannen van de bewakingssector en chemiesector door de RVP.

Dit alles gaat ten koste van de middelen die noodzakelijk zijn om de vergrijzing op te vangen. De RVP moet dus zijn aanvullende pensioenactiviteiten conformeren aan de wetgeving en werken volgens dezelfde regels als alle verzekeringsondernemingen die zich met het aanvullend pensioen bezighouden.

Welke maatregelen wil de RVP nemen naar aanleiding van de conclusies van het Rekenhof? Hoe kan er in de toekomst gegarandeerd worden dat de middelen die de RVP ontvangt voor de wettelijke pensioenen, uitsluitend daarvoor gebruikt worden? Acht de minister het aangewezen om stappen te zetten?

08.02 Minister **Michel Daerden** (*Nederlands*): De RVP wijkt niet af van zijn opdracht door zich bezig te houden met het aanvullend pensioenstelsel.

08.03 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Dat beweer ik ook niet.

08.04 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Op basis van het KB van 1969 kan de Rijksdienst voor Pensioenen niet weigeren dat een instelling een beroep op de RVP doet. De RVP voert een specifiek beleggingsbeleid – voornamelijk in OLO's – en draagt aldus bij tot het in de hand houden van de staatsschuld.

(*Nederlands*) Ten slotte moet de RVP een afzonderlijke boekhouding opstellen voor het aanvullend pensioen. De aanvullende pensioenactiviteiten worden gecontroleerd door een erkende bedrijfsrevisor en de CBFA, die geen problemen hebben vastgesteld.

08.05 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Geen enkel probleem?

08.06 Minister **Michel Daerden** (*Nederlands*): Geen problemen.

(*Frans*) De conclusie van het Rekenhof betreft de verscheidene door de RVP beheerde stelsels: de aangerekende werkingskosten moeten zoveel mogelijk overeenstemmen met de reële kosten.

De kosten bedragen 5 procent van de in de loop van het boekjaar geïnde bijdragen en 1 procent van de rente op de uitbetaalde kapitalen. Die cijfers zullen fors wijzigen wanneer de bewakingssector en de chemie onder het beheer van de RVP zullen komen.

Met een analytische boekhouding zou men inderdaad een zicht op de zaken krijgen dat dicht bij de realiteit aansluit.

Ik heb gevraagd dat er werk zou worden gemaakt van een nieuw ministerieel besluit dat overeenstemt met het advies van het Rekenhof.

Ik heb me onmiddellijk geschikt naar de opmerkingen van het Hof. Een en ander moet worden verdeeld, ook al is dat niet gemakkelijk.

08.07 Stefaan Vercamer (CD&V): Zal dit binnenkort worden rechtgezet? Wanneer zal het KB klaar zijn?

08.08 Minister Michel Daerden (Nederlands): We hebben tijd nodig.

08.09 Stefaan Vercamer (CD&V): Dat moet toch geen maanden duren?

08.10 Medewerker van minister Michel Daerden (Nederlands): Het gaat niet om een KB, maar om een ministerieel besluit. Het kan dus sneller gaan. Wij hebben al een eerste ontwerp van de administratie ontvangen. Dat wordt nu nagekeken. In ieder geval zou het voor het zomerreces geregeld moeten zijn.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het voortzetten van een beroepsactiviteit door werknemers van een ziekenhuisintercommunale die in disponibiliteit gesteld werden voorafgaand aan de pensionering vanaf de leeftijd van 52 jaar in het kader van een saneringsplan om economische redenen" (nr. 3116)

09.01 Catherine Fonck (cdH): Werknemers van een ziekenhuisintercommunale die op non-activiteit gesteld werden voorafgaand aan de pensionering vanaf de leeftijd van 52 jaar in het kader van een saneringsplan om economische redenen hebben beslist om opnieuw aan de slag te gaan. Overeenkomstig artikel 4, § 4, van de wet van 5 april 1994 mogen zij hun pensioen met inkomsten uit arbeid cumuleren. Het koninklijk besluit van 21 december 1967 zegt echter niets over personen die voor de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld.

Zijn in hun geval de grensbedragen dezelfde als die welke vastgesteld werden voor de gepensioneerden die de wettelijke pensioenleeftijd bereikt hebben?

09.02 Minister Michel Daerden (Frans): Een intercommunale die een deel van haar statutaire en contractuele ambtenaren wenst te laten afvloeien, kan dat doen door middel van een op non-activiteitstelling vóór de pensionering (voor de statutairen) of door middel van het brugpensioen (voor de contractuelen).

Voor de contractuelen gaat de minister van Werk over deze aangelegenheid. Tijdens hun brugpensioen ontvangen ze tot de leeftijd van 65 jaar een werkloosheidsuitkering die eventueel wordt aangevuld met een bijdrage van de werkgever. Gedurende die periode is de cumulatie van die werkloosheidsuitkering en van het aanvullend bedrag met beroepsinkomsten strikt onderworpen aan de regels inzake de toegelaten arbeid in geval van werkloosheid.

De statutairen krijgen een wachtuitkering van de intercommunale, en dit tot de leeftijd van zestig jaar, de verplichte pensioenleeftijd. De cumulatie van die wachtuitkering met andere beroepsinkomsten is onderworpen aan de statutaire bepaling met betrekking tot de op non-activiteitstelling.

Zodra de ambtenaar op pensioen is gesteld, moet hij zich schikken naar de cumulatierregels die zijn vastgelegd in de wet van 5 april 1994. Daarbij wordt het volgende onderscheid gemaakt: ofwel gaat het om een verplichte op non-activiteitstelling, waardoor er een voordeliger beperking geldt, zoals bepaald in artikel 4, § 4; ofwel gaat het om een keuzemogelijkheid en zijn de normale cumulatierregels voor

gepensioneerde ambtenaren van toepassing.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de toepassing van de pensioenbonus voor werknemers na 2012" (nr. 3247)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V): In het KB van 1 februari 2007 staat dat de pensioenbonus enkel geldt voor pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste keer ingaan tussen 1 januari 2007 en 1 december 2012, en enkel slaat op de tijdvakken gepresteerd vanaf 1 januari 2006. Veel mensen hebben momenteel recht op een pensioenbonus indien zij op pensioen zouden gaan voor 1 december 2012. Als zij ervoor kiezen om langer te werken, dan verliezen zij hun pensioenbonus.

Is de minister er voorstander van om de pensioenbonus te verlengen na 1 december 2012? Heeft hij in een regering van lopende zaken de bevoegdheid daartoe? Zal hij vragen dat de Rijksdienst voor Pensioenen duidelijkheid zou scheppen bij de doelgroep? Nu bestaat het risico dat een maatregel die bedoeld was om mensen langer aan het werk te houden, hen precies doet beslissen om er vervroegd uit te stappen.

10.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): Het KB dat de pensioenbonus instelt, heeft inderdaad een in de tijd beperkt toepassingsgebied. Een nieuw KB is dus vereist om de maatregel, die bedoeld is om werknemers en zelfstandigen aan te moedigen langer te werken, te verlengen. Het verslag aan de Koning dat gehecht is aan het KB, preciseert overigens dat het effect van deze maatregelen eerst moet worden geëvalueerd door de studiegcommissie voor de Vergrijzing en door de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid.

(Frans) Bij de oprichting van de Nationale Pensioenconferentie heb ik de administratie gevraagd na te gaan welke gevolgen die bepaling heeft voor personen die in 2007 en 2008 met pensioen zijn gegaan. In het Groenboek werd gesteld dat de gegevens op dat vlak nog te beperkt waren. Het kan nog niet worden uitgemaakt of een en ander tot een gedragswijziging heeft geleid.

Ik heb mijn administratie gevraagd om haar studie te updaten. Zodra de bijgewerkte studie beschikbaar is, zal ik samen met de sociale partners onderzoeken of die maatregel doeltreffend is om de betrokkenen ertoe aan te zetten langer aan het werk te blijven.

(Nederlands) Alles wordt in het werk gesteld om binnen een redelijke termijn een beslissing te nemen over deze volgens mij stimulerende maatregel.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Laten we eens doemdenken: dat deze regering van lopende zaken in december 2012 nog steeds in functie is. Heeft de minister van Pensioenen dan de bevoegdheid om een KB te wijzigen?

10.04 Minister Michel Daerden (Frans): Het gaat om de begroting!

De **voorzitter**: Er moet een begroting zijn en een nieuwe machtigingswet.

10.05 Minister Michel Daerden (Frans): Dat is niet onmogelijk.

Wat doet men met de RSZ-PPO?

De **voorzitter**: Die vraag stel ik me alle dagen.

10.06 Minister Michel Daerden (Frans): Ik heb een plan. Men kan het bekritisieren, maar op een gegeven moment zal men in enkele dringende kwesties een aantal knopen moeten doorhakken.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het al dan niet automatisch bezorgen van het attest rond IGO aan de gerechtigden" (nr. 3279)

11.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Ik heb vernomen dat de RVP vanaf 2012 niet meer automatisch een attest aan gerechtigden op een gewaarborgd inkomen voor ouderen (IGO) zou verzenden. Vanaf dan moeten de IGO-gerechtigden het attest, waarmee ze bepaalde kortingen kunnen krijgen, zelf aanvragen. Dat verbaast mij, omdat deze mensen het minst hun rechten kennen en het minst toegang hebben tot informatie over hun rechten.

Wat denkt de minister over deze intentie? Kan de beslissing nog worden teruggedraaid?

11.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): De IGO-gerechtigden vormen inderdaad een kwetsbare groep. Het papieren attest wordt vervangen door een elektronische uitwisseling met de FOD Economie voor de verdelers van gas en elektriciteit en met de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de verminderingen en vrijstellingen van belastingen.

(Frans) Dat attest was bedoeld om formaliteiten te vermijden waarvoor men zich vaak moest verplaatsen.

De RVP heeft het gebruikelijk attest voor het jaar 2011 onlangs toegestuurd aan alle potentiële rechthebbenden die tegelijkertijd een brief hebben ontvangen waarin erop gewezen wordt dat het gebruikelijk attest in de toekomst elektronisch zal worden gestuurd. Hierop zijn reacties gekomen. Er werd dan ook besloten om de attesten verder in de papieren versie te behouden.

11.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Administraties maken zulke fouten. Dat hebben wij ook vastgesteld met het attest voor de gehandicapten. Het is niet voldoende dat de Kruispuntbank de gegevens heeft, want er zijn ook heel wat premies die toegekend worden door gemeenten of OCMW's. Vooraleer het papieren attest wordt afgeschaft, moet men er zeker van zijn dat alle instanties goed op de hoogte zijn. Ik ben dus tevreden dat het papieren attest behouden blijft.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de pleegzorgvergoeding in het kader van het inkomensonderzoek met het oog op de toekenning van de IGO" (nr. 3554)

12.01 Sonja Becq (CD&V): Een leefloner die een pleegkind opvangt, krijgt een pleegzorgvergoeding. Bij de berekening van het leefloon wordt terecht geen rekening gehouden met die vergoeding, aangezien het om een soort van onkosten- of vrijwilligersvergoeding gaat. Bij oudere mensen die recht hebben op een inkomensgarantie (IGO) wordt die pleegzorgvergoeding echter wel aangerekend. De regelgeving over de IGO bepaalt nochtans dat er geen rekening mag worden gehouden met uitkeringen die verband houden met openbare of private bijstand. Pleegzorg valt daar volgens mij onder, maar volgens de administratie blijkbaar niet.

Wat valt er precies onder die openbare of private bijstand? Waarom wordt de pleegzorgvergoeding wel in rekening gebracht bij de berekening van de IGO en niet bij die van het leefloon? Ik vind dat wij mensen die kinderen willen opvangen, moeten tonen dat wij dit waarderen.

12.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): Met openbare of private bijstand, in de zin van artikel 19 van het KB van 23 mei 2001, wordt bedoeld de steun verleend door OCMW's, liefdadigheidsinstellingen of de zorgverzekering in Vlaanderen. Bij het vaststellen van het recht op inkomensgarantie voor ouderen worden de bestaansmiddelen, met inbegrip van de pleegzorgvergoeding, in principe gedeeld door het aantal samenwonenden, de pleegkinderen inclusief. Dit is soms in het voordeel van de IGO-begunstigden.

(Frans) Dit dossier is zeer belangrijk uit een sociaal oogpunt. Ik heb gevraagd dat men alle hypothesen zou onderzoeken, maar de RVP werd nog met geen enkel geval geconfronteerd.

12.03 Medewerker van de minister: De centrale diensten vertelden me vanmorgen dat zo'n geval zich nog

nooit heeft voorgedaan.

12.04 Sonja Becq (CD&V) (*Frans*): Ik heb vernomen dat er minstens twee gevallen waren.

12.05 Medewerker minister: Weet mevrouw Becq misschien in welke provincie?

12.06 Minister Michel Daerden (*Frans*): De centrale dienst heeft ons meegedeeld dat er nog geen gevallen zijn, wat betekent dat de reflectie nog maar pas begonnen is. Wij zullen ons met die kwestie bezighouden en zodra er een oplossing is, zullen wij u die voorleggen.

In bepaalde wetteksten wordt dat niet in aanmerking genomen en in de desbetreffende wetgeving is men dat vergeten in te voegen.

12.07 Sonja Becq (CD&V): In de leefloonwet staat expliciet dat er geen rekening wordt gehouden met de toelagen voor het opvangen van pleegkinderen. Dat staat niet in de IGO-wetgeving, maar de zorgverzekering staat daar ook niet vermeld.

12.08 Minister Michel Daerden (*Frans*): We zullen trachten daar een oplossing voor te vinden.

12.09 Sonja Becq (CD&V): Ik vraag volgende maand na welke oplossing er uit de bus is gekomen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.46 uur.